

Décembre dernier. En blouse blanche de médecin, Thomas Diafoirus descend les escaliers à grands pas menaçants: il en a à cet Argan qui refuse de prendre son clystère. La scène n'est pas balayée de projectiles, ni les fauteuils capitonés: c'est dans l'aula du Cycle d'orientation de la Goélette, à Meyrin (GE) que s'active ce *Malade imaginaire*, devant deux classes qui viennent de consacrer plusieurs heures de cours à étudier la pièce où Molière brocarde la médecine toute-puissante, ainsi que le processus de création théâtral. Car c'est en résidence dans deux cycles genevois que la compagnie Uranus a répété en novembre et décembre derniers. Jusqu'au 31 janvier, ce spectacle drôle et décapant est à l'Alchimie à Genève.

L'objectif de départ était de sensibiliser les élèves à la langue de Molière et à sa modernité, explique Valentine Sergio, comédienne et metteuse en scène à l'origine du projet. «Mais aussi de les impliquer dans le processus de travail d'un spectacle qui se monte». Pour qu'ils ne soient pas de «simples consommateurs», fût-ce de culture. L'enseignement du théâtre, Valentine Sergio le pratique depuis longtemps et avec passion. «Le théâtre, cet art complet, est un moyen magnifique de s'ouvrir la tête». Et je suis convaincue que plus on a accès à l'artistique, plus on est aussi ouvert sur le monde. Elle propose ainsi aux élèves «un auteur génial à leur âge, qui parle des petites gens, comme vous et moi – et donc d'eux», un Molière dépourssier. Elle leur fait aussi tester les mécanismes du comique et

montre «que tous les dispositifs du *Dîner de cons*, c'est Molière qui les a inventés.»

Dans l'un des deux cycles qui ont accueilli la démarche, la metteuse en scène est aussi intervenue dans des cours d'art plastique, où elle présentait les enjeux de la scénographie et des costumes: «Je voulais montrer aux élèves que dans un spectacle, rien n'est le fruit du hasard. Le choix du décor et de l'habillement 'raconte', un costume trop serré ne dit pas la même chose qu'un habit démesuré.» Lors du dernier filage, les élèves relèvent les changements survenus et les questionnent. «Je pense qu'ils ont réalisé qu'un spectacle était toujours un objet vivant, en transformation, et le fruit d'un grand travail. A mille lieues de la Star Ac.» L'un des objectifs était aussi de les sensibiliser au métier de comédien. Dans la discussion qui suit la présentation de décembre dernier, les élèves demandent aux comédiens quelles trajectoires ils ont suivies, mais aussi combien ils gagnent – la réponse, tiens, les décoit.

VISIBILITÉ, TRANSVERSALITÉ

Arts plastiques, cinéma, théâtre, livre, musique, mais aussi sciences ou patrimoine, la culture a sa place dans l'école depuis bien longtemps. Quel budget chaque canton affecte à la culture à l'école, l'enquête menée par la Confédération des directeurs cantonaux des départements de l'instruction publique (CDIP) n'a pourtant pas permis de l'établir: 26 cantons, 26 régimes. Toujours est-il que la réflexion se renouvelle, «et que ces dernières années, la tendance à supprimer les cours artistiques s'inverse plutôt –

mais pas partout, il est vrai», estime Bernhard Pulver, conseiller d'Etat et directeur de l'instruction publique du canton de Berne. Dans ce dernier canton, qui a lancé un projet ambitieux en la matière, très certainement. Parmi les motivations à renforcer le rôle de la culture à l'école: exploiter un facteur d'identité, valoriser certains élèves défavorisés, favoriser les synergies, renforcer le rôle de la culture.

A Genève, c'est le manque de coordination et de visibilité des actions – dans une «entreprise» de 12'000 personnes – qui a servi de détonateur et incité le Département de l'instruction publique (DIP) à lancer en 2008 un Plan d'actions écoles, arts et culture (PEAC) destiné à gagner une vision d'ensemble, «à faciliter à chaque élève l'accès à la culture et à réduire l'inégalité des prestations offertes entre les niveaux d'enseignement, les filières ou les établissements scolaires», explique le site internet de Cap'culture, outil de visibilité qui vise la transversalité entre le primaire, le secondaire et le post-obligatoire. «Aujourd'hui, chaque niveau scolaire travaille de son côté», relève Nadia Keckeis, responsable du projet au Service cantonal de la culture (SCC) chargé de mettre en œuvre ce PEAC d'entente avec les trois niveaux d'enseignement. Elle ajoute: «Il s'agit aussi de modéliser certaines expériences, de savoir ce qui est disponible et de ne pas réinventer la poudre à chaque fois». Mais aussi de «développer le soutien (financier, administratif, logistique) aux enseignants, prévoir davantage de rencontres entre acteurs culturels et élèves ou faciliter les démarches de sorties des élèves (transports, journées hors cadre).»

Comme à Genève, il s'agira dans le canton de Berne de regrouper l'offre sur un site internet. «Car elle est énorme, mais les enseignants ignorent ce que fait l'établissement voisin», souligne Bernhard Pulver. La priorité ira aussi à soutenir les enseignants dans les disciplines artistiques par le biais de formations continues et à favoriser la médiation culturelle dans les écoles de tous les degrés d'enseignement. Pour Bernhard Pulver, «les branches 'rares' (musique, arts plastiques, etc.) ont la même valeur que les autres: ce sont elles qui permettent au citoyen de devenir créatif, sûr de soi, communicatif, exactement ce que l'économie attend des travailleurs, même si les défenseurs des branches 'dures' ne jurent que par elles. Nous avons déjà pu sauver deux heures de musique à chaque niveau et entre trois et cinq heures d'arts plastiques.»

CARNET CULTURE ET «REP»

Après une vaste consultation auprès des institutions concernées, la version définitive du projet bernois sera présentée au Grand Conseil en fin de l'année. Le conseiller d'Etat estime entre 2 et 4 millions le financement annuel de ces mesures. Initialement, il devait provenir du fonctionnement ordinaire de la Direction de l'instruction publique ainsi que du Fonds de lo-terrie. Mais Bernhard Pulver n'est déjà plus très optimiste quant à la possibilité de recourir à la première source de financement.

«Genève tourne actuellement sur un budget d'un million et seuls des moyens supplémentaires ponctuels ont pu pour l'instant...»